



FNEC-FP FO

Section de Lot et Garonne

9-11 rue des frères Magen – BP 60232 – 47006 AGEN CEDEX 6
Tél : 05 53 47 24 72 | snudi47@fo-snudi.fr | <http://snudifo47.net>

Fédération **FORCE OUVRIÈRE** de l'Éducation Nationale

CDEN du 10 février 2022

Déclaration liminaire de la FNEC FP-FO

Monsieur le Préfet,
Madame la Présidente du Conseil départemental,
Monsieur l'inspecteur d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Le jeudi 13 janvier dernier, les personnels de l'Éducation nationale se sont massivement mobilisés dans une grève que beaucoup ont qualifié d'historique. Ils ont exprimé la colère qui couvait depuis plusieurs mois dans la profession, en raison de la maltraitance institutionnelle à laquelle ils sont confrontés. A la rentrée de janvier, le chaos dans les écoles et les établissements a encore pris de l'ampleur, cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. A ainsi été révélé au grand jour le manque de moyens humains, en particulier pour assurer le remplacement des collègues absents, le manque de moyens de protection face à la pandémie. Protection qui se résume à des protocoles dits « sanitaires » inapplicables et sans cesse changeants.

La crise sanitaire n'a fait qu'exacerber les problèmes sous-jacents de l'Éducation nationale. Car la colère des enseignants, c'est également celle du rejet face au mépris du ministre de l'Éducation nationale, du rejet des réformes qui ne répondent pas à leurs attentes, de l'indignation face à une rémunération insuffisante, de la fatigue due à des conditions de travail toujours plus difficiles.

Au soir du 13 janvier, face à la puissance de la grève, le Premier Ministre et le ministre de l'Éducation nationale ont été contraints d'effectuer des annonces. Mais force est de constater qu'ils n'ont pas répondu aux revendications, en particulier celle du recrutement massif et immédiat de personnels. Rien que dans notre département, si l'on en croit le journal *Sud-Ouest* du 3 février, 109 classes étaient fermées la semaine dernière dans le 1^{er} degré faute d'enseignants remplaçants. 109 classes fermées, si l'on prend une moyenne de 22 élèves par classe, cela représente 2 398 élèves renvoyés chez eux, et donc privés d'enseignement. Mais tout va très bien,

péroro M. Blanquer, l'école reste ouverte...

Obligé de tenir compte de ce qui s'est exprimé le 13 janvier, le Ministre a annoncé le recrutement des candidats au concours de professeur des écoles inscrits sur les listes complémentaires. Dans l'académie de Bordeaux, ce sont 22 PE stagiaires qui seront recrutés. Ce qui est sans commune mesure avec les besoins réels qui remontent du terrain. C'est la raison pour laquelle la FNEC FP-FO a demandé, dans un courrier qu'elle a adressé le 28 janvier dernier à Madame la Rectrice, que soient ré-abondées les listes complémentaires du CRPE 2021 à hauteur des besoins.

Alors que les personnels sont confrontés à des protocoles inapplicables qui génèrent un désordre indescriptible dans les écoles, MM. Castex et Blanquer ont annoncé que ceux-ci seraient maintenus. Inacceptable !

A ces conditions de travail dégradées pour les personnels, s'ajoute le gel de la valeur du point d'indice entraînant la perte de leur pouvoir d'achat.

C'est pourquoi FO revendique un juste rattrapage de la perte salariale subie par l'augmentation de 22% de la valeur du point d'indice ; elle revendique un vrai statut et un vrai salaire pour les AESH.

A ce sujet, la FNEC FP-FO 47 salue la mobilisation de nos collègues AESH du Val-de-Marne, en grève depuis 5 semaines avec leurs syndicats FO, FSU, CGT et SUD, et qui ont manifesté à 300 au ministère avant-hier, pour exiger, comme les 125 000 AESH de tout le pays, « un statut de fonctionnaire, un vrai salaire à temps complet pour vingt-quatre heures par semaine et l'abandon des PIAL ».

Le gouvernement et son ministre de l'Éducation nationale nous vantent à tout va leur politique d'inclusion scolaire. En réalité, la considération qu'ils portent aux élèves en situation de handicap se mesure à la situation scandaleuse dans laquelle ils maintiennent nos collègues AESH. La mise en place des PIAL conduit à une plus grande précarité de leurs conditions de travail, et à un non-respect croissant du volume horaire d'accompagnement notifié par la MDPH. Pour FO, une politique d'inclusion scolaire prenant réellement en compte les besoins des élèves nécessite le respect des notifications, donc le recrutement d'AESH à hauteur des besoins, mais aussi la préservation et le renforcement des structures spécialisées afin que tous les élèves ayant besoin de soins et d'un enseignement adaptés à la nature et au degré de leur handicap puissent en bénéficier.

Venons-en à la préparation de la rentrée scolaire de septembre.

L'annonce de 2 025 créations de postes pour le 1^{er} degré relève du tour de passe-passe. En effet, le ministre utilise sa réforme de la formation initiale pour récupérer 2025 équivalents temps pleins (ETP) en volant la formation des stagiaires, qui seront dorénavant affectés sur une classe à temps complet. En outre, il prélève des postes sur ces moyens premiers degré pour créer 60 postes d'IEN. S'ajoute à

cela le fait que les dotations sont largement absorbées par les priorités ministérielles.

Ainsi, la dotation de 16 postes pour le département permettra-t-elle de répondre à ces revendications ?

- Il faudrait ouvrir 30 classes pour faire descendre la moyenne par classe en dessous de 25 élèves partout.

- Il faudrait créer 7 RASED* pour répondre à notre revendication d'un RASED complet pour 800 élèves, soit 21 postes.

- Quoi qu'en dise Monsieur l'inspecteur d'Académie qui se félicite du taux de remplaçants sans notre département, il faudrait créer des dizaines de postes de titulaires remplaçants, sachant que le problème du manque de remplaçants était déjà criant avant la pandémie.

C'est donc, a minima, 100 postes qu'il faudrait créer dans notre département pour améliorer significativement les conditions de travail et répondre mieux aux besoins des élèves, dont beaucoup ont été fragilisés depuis deux ans.

Au regard de la situation actuelle, aucune fermeture de classe ne devrait être prononcée, toutes les demandes d'ouverture devraient être satisfaites. C'est ce que la Fédération FO de l'enseignement revendique, et c'est ce qu'elle attend d'un recrutement à hauteur des besoins sur les listes complémentaires, qui de fait, doivent être ré-abondées.

La situation dans le second degré n'est pas plus brillante.

les DGH ne sont pas satisfaisantes. Dans les lycées, la « marge » très insuffisante ne permettra pas d'éviter la fermeture de spécialités et les diminutions du nombre d'heures postes pour certains collègues. Nous constatons toujours que les élèves des dispositifs ULIS ne sont pas comptabilisés dans les effectifs ce qui conduira à avoir des classes à plus de 30 élèves dans certains collèges, et empêchera les dédoublements nécessaires notamment en CAP dans les SEP et LP.

Concernant plus particulièrement les SEGPA, la volonté de l'autorité académique de mettre en place le « Parcours Avenir » se fait au détriment des heures de découverte professionnelle. Concrètement, les dotations horaires des SEGPA, en baisse pour la rentrée 2022, ne permettront plus le dédoublement de toutes les heures d'atelier. Ainsi, ce seront 33% de ces heures qui devraient être remplacées par des heures d'enseignement en classe entière.

Nous savons tous que cet enseignement professionnel, assuré en effectif réduit, apporte à ces élèves une confiance en eux, une méthode et un cadre de travail. Il les amène ainsi à envisager progressivement et sereinement leur avenir professionnel. Cette réduction d'un tiers de l'enseignement en atelier pour ces élèves est un nouveau coup porté aux plus fragiles.

Cette décision aura aussi des conséquences sur nos collègues PLP. En effet, avec ces réductions d'horaires d'atelier, les autorités académiques précarisent la situation de nos collègues qui, compte-tenu de leurs obligations réglementaires de service hebdomadaire, seront alors contraints de compléter leur service, soit au collège dans une autre discipline que celle de leur recrutement, soit dans un autre établissement, LP ou SEGPA, parfois très éloignés de leur établissement initial. Mettre des enseignants dans de telles conditions de travail, c'est dégrader la qualité de leurs enseignements et indirectement celle d'étude des élèves les plus fragiles.

Les personnels n'ont pas à être tributaire d'une politique d'austérité qui ne permet pas à l'école de fonctionner dans de bonnes conditions. En ces temps de pandémie virale, nous avons besoin de tous les collègues, nous avons besoin d'une baisse réelle des effectifs en classe. Car d'une part l'entassement des élèves dans les salles pose un problème sanitaire, et d'autre part un nombre important d'élèves en classe ne permet pas d'aider tous ceux qui en ont besoin. Cela nécessite un véritable plan d'urgence pour nos écoles, pour que chaque enseignant puisse continuer à pouvoir faire son métier, c'est-à-dire ENSEIGNER et pas juste « garder » des élèves, pour que soit garanti pour tous le droit à l'instruction.

Depuis le début de la crise sanitaire, le gouvernement a débloqué près de 600 milliards d'euros au titre des plans de relance. Une toute petite fraction de ces sommes gigantesques suffirait pour créer les postes de personnels de toutes catégories à hauteur des besoins dans l'Éducation nationale, pour répondre aux revendications des AESH et aux besoins de tous les élèves.

Les personnels sont donc fondés à poursuivre la mobilisation, à établir leurs revendications pour défendre leurs conditions de travail et chiffrer leurs besoins en postes, en moyens de remplacement au sein de leurs écoles, à revendiquer l'augmentation significative des salaires.

Je vous remercie pour votre écoute.